

TREATY SERIES. 1921.

No. 5.

AGREEMENT

BETWEEN

GREAT BRITAIN AND GREECE

RELATING TO THE

SUPPRESSION OF
THE CAPITULATIONS IN EGYPT.

Athens, August 22/September 4, 1920.

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON :

PRINTED AND PUBLISHED BY
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses :
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and
28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1 ;
37, Peter Street, MANCHESTER ;
1, St. Andrew's Crescent, CARDIFF ;
23, FORTH STREET, EDINBURGH ;
or from E. PONSONBY, LTD., 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

1921.

[Cmd. 1237.]

Price 1d. Net.

AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND
GREECE RELATING TO THE SUPPRESSION
OF THE CAPITULATIONS IN EGYPT.

Athens, August 22/September 4, 1920.

Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Grèce au sujet de la Suppression du Régime des Capitulations en Égypte.

LE Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant fait savoir au Gouvernement Royal Hellénique, en même temps qu'aux autres Puissances intéressées au système judiciaire en Égypte, son intention de ne pas conseiller à Sa Hautesse le Sultan d'Égypte de renouveler les pouvoirs des tribunaux mixtes venant à expiration le 1^{er} novembre prochain et ayant en même temps exprimé le désir de voir les Puissances intéressées renoncer, à compter de cette date, au régime des Capitulations dont elles jouissent en Égypte, en faveur de la Grande-Bretagne, afin de la mettre mieux à même de répondre, à la satisfaction de tous les intéressés, aux responsabilités qu'elle y a assumées, et le Gouvernement Royal Hellénique ayant en principe adhéré à ce point de vue, sous réserve des garanties nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts en Égypte, la Grande-Bretagne et la Grèce ont envisagé, dans un esprit purement amical, la situation nouvelle devant résulter du non-renouvellement des pouvoirs des tribunaux mixtes actuels et de la suppression du régime

Agreement between Great Britain and Greece relating to the Suppression of the Capitulations in Egypt.

THE Government of His Britannic Majesty having made known to the Royal Hellenic Government, at the same time as to the other Powers concerned in the judicial system in Egypt, their intention not to advise His Highness the Sultan of Egypt to renew the powers of the mixed tribunals due to expire on the 1st November next, and at the same time having expressed the wish to see the Powers concerned renounce in favour of Great Britain, as from that date, the Capitulations which they enjoy in Egypt, in order better to enable her to meet, to the satisfaction of all concerned, the responsibilities which she has thereby assumed, and the Royal Hellenic Government having in principle adopted this point of view, subject to the guarantees necessary to safeguard her interests in Egypt, Great Britain and Greece have considered, in a purely amicable spirit, the new situation about to arise from the non-renewal of the powers of the existing mixed tribunals and from the suppression of the Capitulations, and have decided to conclude an agreement with a view to regulating the

capitulaire et ont résolu de conclure un arrangement destiné à régler les diverses questions résultant du nouvel état de choses en Égypte.

A cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Earl Granville, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire :

Sa Majesté le Roi des Hellènes, Monsieur Nicolas E. Politis, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1^{er}.

La Grèce ayant reconnu le protectorat en Égypte, déclaré par la Grande-Bretagne le 18 décembre 1914, renonce en sa faveur à tous les droits et privilèges qu'elle tient en Égypte du régime des Capitulations.

ARTICLE 2.

Dès la mise en vigueur de l'organisation judiciaire nouvelle en Égypte sous l'autorité de la Grande-Bretagne, les tribunaux consulaires grecs cesseront de siéger si ce n'est pour terminer les affaires en cours.

ARTICLE 3.

Les ressortissants grecs jouiront en Égypte, en ce qui concerne les libertés publiques, l'administration de la justice, les droits privés y compris la pro-

various questions resulting from the new state of affairs in Egypt.

With this object the High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries, that is to say—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Earl Granville, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of the Hellenes, M. Nicolas E. Politis, his Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

ARTICLE 1.

Greece having recognised the protectorate in Egypt, promulgated by Great Britain on the 18th December, 1914, renounces in her favour all the rights and privileges which she holds in Egypt under the Capitulations.

ARTICLE 2.

From the coming into force of the new judicial system in Egypt under the authority of Great Britain, the Greek Consular Courts will cease to sit, except to dispose of current proceedings.

ARTICLE 3.

Greek nationals shall enjoy in Egypt, in regard to public liberties, the administration of justice, private rights, including landed property and mining rights, the

priété foncière et les droits miniers, les professions libérales, industrielles et commerciales, les impôts et taxes, du même traitement que les ressortissants britanniques.

Les enfants nés en Egypte d'un père ressortissant grec y jouissant des privilèges de l'étranger auront droit à la nationalité grecque; ils ne deviendront pas sujets égyptiens.

ARTICLE 4.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de la Grèce en Egypte jouiront, dès la fermeture des tribunaux consulaires, des mêmes immunités qu'en Grande-Bretagne.

Ils continueront d'exercer dans l'intérêt des particuliers, pour autant que les lois de l'Egypte ne s'y opposeront pas, toutes leurs fonctions non judiciaires dans les mêmes conditions que par le passé.

ARTICLE 5.

En attendant la conclusion d'accords spéciaux relatifs à l'Egypte ou entre la Grèce et l'Egypte, s'étendent en Egypte les traités suivants en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Grèce, savoir (1) l'arrangement relatif à l'extradition des marins déserteurs du 7/19 août 1875, (2) l'arrangement concernant la reconnaissance réciproque des sociétés anonymes et autres associations du 23 juillet/4 août 1888, (3) le Traité d'Extradition du 11/24 septembre 1910 et (4) tous les traités, conventions et accords plurilatéraux intéressant la Grande-Bretagne et la Grèce et auxquels l'Egypte n'est pas partie.

Pour l'application du traité du 24 septembre 1910 relatif à

liberal, industrial and commercial professions, and taxes and duties, the same treatment as British nationals.

Children born in Egypt of a father who is a Greek national enjoying there the privileges accorded to foreigners shall be entitled to Greek nationality, they shall not become Egyptian subjects.

ARTICLE 4.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of Greece in Egypt shall enjoy, from the closing of the Consular Courts, the same immunities as in Great Britain.

They shall continue to exercise in the interests of private persons, so far as is consistent with the laws of Egypt, all their non-judicial functions under the same conditions as formerly.

ARTICLE 5.

Pending the conclusion of special agreements relating to Egypt or between Greece and Egypt, the following treaties in force between Great Britain and Greece will apply in Egypt, that is to say: (1) the agreement relating to the surrender of seamen deserters of the 7th/19th August, 1875, (2) the agreement concerning the reciprocal recognition of joint-stock companies and other associations of the 23rd July/4th August, 1888, (3) the Extradition Treaty of the 11th/24th September, 1910, and (4) all the multilateral treaties, conventions and agreements affecting Great Britain and Greece to which Egypt is not a party.

In the execution of the treaty of the 24th September, 1910,

l'extradition des criminels, il est convenu que la condition stipulée par l'article 3 dudit traité à l'extradition des nationaux des Hautes Parties contractantes s'étendra lorsqu'il s'agira des personnes réfugiées en Egypte tant aux sujets de Sa Hautesse le Sultan qu'à tous les ressortissants britanniques.

Sous condition de réciprocité, le régime actuellement appliqué en Grèce et en Egypte respectivement aux importations provenant de l'autre pays ou aux exportations vers ce pays ne sera pas modifié à moins de préavis donné douze mois à l'avance. Il est entendu, toutefois, que le présent engagement ne fait pas obstacle à la faculté pour le Gouvernement Hellénique et le Gouvernement Égyptien d'apporter au régime existant entre les deux pays les modifications qui seraient rendues applicables à tous les autres pays indistinctement.

ARTICLE 6.

Les communautés, fondations, et associations soumises à la protection hellénique qui jouissent actuellement de la personnalité morale continueront d'être reconnues comme personnes morales étrangères et de jouir de tous les droits et avantages attachés à cette qualité. Elles pourront notamment conserver leurs établissements de charité, de bienfaisance, d'assistance, et d'enseignement, tels qu'églises, hôpitaux, crèches, écoles, &c. Elles auront la capacité de posséder des biens meubles et immeubles affectés à l'entretien de ces établissements, de les administrer et en disposer selon leur destination. Elles auront la faculté d'ester en justice et en général d'accomplir tous actes nécessaires à leur mission de

relating to the extradition of criminals, it is agreed that the condition attached by Article 3 of the above-mentioned treaty to the extradition of the nationals of the High Contracting Parties shall apply, in the case of refugees in Egypt, to the subjects of His Highness the Sultan as well as to all British nationals.

On condition of reciprocity, the regulations now applied in Greece and in Egypt respectively to imports coming from the other country or to exports to the other country shall not be altered unless notice to that effect has been previously given twelve months in advance. It is understood, however, that the present agreement shall not limit the right of the Hellenic Government and of the Egyptian Government to introduce into the régime in force between the two countries modifications which may be applicable to all other countries without distinction.

ARTICLE 6.

Corporations, foundations and associations under Hellenic protection which at present possess a juridical personality shall continue to be recognised as foreign juridical personalities and to enjoy all the rights and privileges pertaining to them as such. They may in particular maintain their institutions for charitable purposes, for relief, for assistance and for instruction, such as churches, hospitals, infants' homes, schools, &c. They will be qualified to own movable and immovable property devoted to the maintenance of these institutions, to manage them and to dispose of them according to their objects. They shall have the right to be parties to legal proceedings, and generally to carry out all acts necessary for their

progrès social par leurs gérants et administrateurs légaux, conformément à leurs statuts et règlements.

Néanmoins, les susdites communautés, fondations et associations sont soumises à toute législation de contrôle, de réglementation et de surveillance applicable à tous les établissements similaires européens en Égypte, y compris toute législation relative à la faculté d'acquérir les biens immeubles.

Les ressortissants grecs jouiront en Égypte des mêmes droits que les ressortissants britanniques en ce qui concerne la création de nouvelles communautés, fondations et associations.

ARTICLE 7.

La Grèce accepte que sans autre réserve que celle du consentement unanime des Puissances intéressées, tous les droits et devoirs de la Commission internationale de Quarantaine en Égypte passent aux Autorités Anglo-Égyptiennes.

ARTICLE 8.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes le 22 août/4 septembre 1920.

(Signé) GRANVILLE.
(Signé) N. POLITIS.

mission of social progress, by their duly appointed managers and directors according to their rules and regulations.

Nevertheless, the above-mentioned corporations, foundations and associations are subjected to all legislative control, regulation and supervision applicable to all similar European institutions in Egypt, including all legislation bearing on the right to acquire immovable property.

Greek nationals will enjoy in Egypt the same rights as British nationals in regard to the establishment of new corporations, foundations and associations.

ARTICLE 7.

Greece agrees that, subject only to the unanimous consent of the Powers concerned, all the rights and duties of the International Quarantine Commission in Egypt are transferred to the Anglo-Egyptian authorities.

ARTICLE 8.

The present agreement shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as practicable.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present agreement and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Athens the 22nd August/4th September, 1920.

GRANVILLE.
N. POLITIS.

Procès-verbal.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et de Sa Majesté le Roi des Hellènes, sur l'arrangement concernant la suppression du régime des Capitulations en Égypte, conclu et signé à Athènes le 22 août/4 septembre 1920, entre la Grande-Bretagne et la Grèce, les instruments de ces ratifications ont été produits et ayant été trouvés, après collation attentive, en bonne et due forme, ledit échange en a été opéré.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Athènes le 22 décembre 1920/4 janvier 1921.

(Signé) GRANVILLE.
(Signé) D. G. RHALLYS.

Procès-verbal.

The undersigned having met together to proceed to the exchange of the ratifications of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and of His Majesty the King of the Hellenes of the agreement relating to the suppression of the Capitulations in Egypt, concluded and signed at Athens on the 22nd August/4th September, 1920, between Great Britain and Greece, the instruments of ratification have been produced, and having been found, after careful examination, in good and due form, the said exchange has been effected.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, which they have signed in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Athens the 22nd December, 1920/4th January, 1921.

GRANVILLE.
D. G. RHALLYS.